



PREMIER MINISTRE

---

SERVICE DE PRESSE

**Conférence de presse du Premier ministre François FILLON**

**Nouméa, lundi 19 juillet 2010**

## *FRANÇOIS FILLON*

Mesdames et messieurs,

Avant de repartir dans quelques instants pour Paris, je voudrais faire le point avec vous de ces presque trois jours passés en Nouvelle-Calédonie. D'abord pour vous dire que ma première impression, c'est que la Nouvelle-Calédonie, et les Calédoniens, quelle que soit leur communauté ou leur appartenance politique, étaient dans l'attente d'un message gouvernemental, d'une marque d'attention du gouvernement français, douze années s'étaient écoulées depuis la venue de Lionel JOSPIN en 1998. Douze années c'est long, j'ai envie de dire c'est trop long, et c'est la raison pour laquelle j'ai souhaité que ma présence en Nouvelle-Calédonie s'inscrive dans une durée significative.

Au cours de ces 2,5 jours j'ai rencontré beaucoup de Calédoniens, ici à Nouméa, mais aussi dans chacune des trois provinces. Les Calédoniens vivent parfois dans des conditions difficiles, j'ai évoqué notamment hier, aux Iles Loyauté, l'accès aux soins, l'accès à la formation, l'accès à l'emploi, dont on voit bien qu'ils sont très inégaux sur le territoire, y compris ici même à Nouméa. Cette situation justifie la poursuite des efforts que l'Etat et la Nouvelle-Calédonie ont engagé depuis les accords de Matignon, puis l'accord de Nouméa, en termes de rééquilibrage territorial, d'égalité des chances et de cohésion sociale. Je veux donc dire que ces objectifs demeureront une priorité très forte des prochains contrats de développement que nous allons maintenant commencer à négocier.

Mais j'ai aussi rencontré une Nouvelle-Calédonie qui progresse rapidement, une Nouvelle-Calédonie qui traverse la crise mondiale mieux que les autres Outre-mer français, voire même, dans certains cas, mieux que certaines régions de métropole.

D'abord parce que les Calédoniens, dans toutes les communautés, savent faire preuve d'audace et d'esprit d'entreprise ; ensuite et surtout parce que depuis 20 ans la Nouvelle-Calédonie a su formidablement capitaliser sur sa richesse naturelle, le nickel, dont elle sera, sous peu, l'un des premiers producteurs mondiaux. La vérité c'est que la Nouvelle-Calédonie est en passe de devenir le deuxième producteur mondial de nickel. J'ai été très impressionné par ce que j'ai vu ce matin de l'usine du Sud, à Goro, et par le chantier de Koniambo que nous avons survolé hier dans le Nord.

Comme je l'ai indiqué devant le Congrès, nous allons continuer à travailler avec les élus de Nouvelle-Calédonie et avec l'ensemble des industriels qui sont présents ici sur le territoire, à une insertion et à des retombées locales maximales, dans le respect des populations concernées et dans le respect de cet environnement exceptionnel que j'ai pu une nouvelle fois admirer.

Je voudrais enfin vous dire ma confiance dans l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Il y a plus de 20 ans, à Matignon, la Nouvelle-Calédonie s'est réconciliée avec elle-même. Il y a 12 ans, ici même à Nouméa, avec la signature de l'accord de Nouméa, elle a jeté les bases et tracé les directions d'une évolution partagée, une évolution qui se fait avec les uns et avec les autres.

Aujourd'hui la Nouvelle-Calédonie se projette dans son espace pacifique, elle est, je le sais, impatiente d'organiser les Jeux du Pacifique l'année prochaine. Aujourd'hui la Nouvelle-Calédonie se projette aussi dans le temps, elle se donne tous les moyens de la sortie de l'accord de Nouméa,

elle se donne tous les moyens pour que cette sortie de l'accord de Nouméa ne soit pas une fin en soi mais soit bien une nouvelle étape dans sa recherche d'un avenir partagé, et pour y parvenir elle doit veiller à entretenir l'esprit de consensus qui a jusqu'à présent fait la force du processus de Matignon-Nouméa.

Pour y parvenir, et c'était au fond l'essentiel du message que je suis venu délivrer ici, elle sait qu'elle peut compter sur l'engagement sans faille, et sur la loyauté de l'Etat, de l'Etat qui est lui-même signataire des accords de Nouméa, et de l'Etat qui veut être le garant de leur mise en œuvre intégrale dans l'esprit de la poignée de mains entre Jean-Marie TJIBAOU et Jacques LAFLEUR. Voilà mesdames et messieurs ce que je voulais vous dire avant de quitter la Nouvelle-Calédonie, mais je suis prêt, naturellement, à répondre à quelques-unes de vos questions.

#### ***INTERVENANT***

Monsieur le Premier ministre, j'aimerais vous poser une question par rapport à l'actualité du nickel. Je voulais vous demander si l'Etat serait favorable à ce que la Calédonie soit majoritaire au capital de la SLN, comme elle pourrait le souhaiter, rapport aux inquiétudes qu'elle a sur l'avenir de la société ERAMET, dont on sait que certains des actionnaires souhaitent vendre. Et je voulais vous demander, aussi, si – vous dites que vous avez été impressionné par la visite de l'usine du Sud ce matin – si vous étiez convaincu de la faisabilité de ce projet hydrométallurgique qui, malheureusement, est émaillé d'incidents depuis son démarrage ?

#### ***FRANÇOIS FILLON***

D'abord, moi je ne suis pas un ingénieur et je ne suis un spécialiste du nickel, donc je ne peux pas porter de jugement sur la faisabilité du processus que vous avez évoqué.

Ce que je vois c'est qu'une très grande entreprise a investi beaucoup d'argent pour faire en sorte que ce procédé fonctionne. Il y a eu des incidents, il y a un contrôle très strict qui s'exerce sur la mise en œuvre de ce processus, notamment à travers les ressources de l'Etat. Ce contrôle va continuer de s'exercer, mais j'espère, naturellement, que ce processus va fonctionner, et, pour ma part, je n'ai pas de doute que l'on parvienne à des solutions techniques. Mais encore une fois je n'ai pas la compétence technique pour aller plus loin.

Sur la question du capital d'Eramet je l'ai évoqué déjà à plusieurs reprises depuis le début de mon séjour en Nouvelle-Calédonie, le gouvernement est très attentif à la stabilité du capital d'Eramet. Et donc nous prendrons toutes les mesures nécessaires. Cela peut être à travers la participation du gouvernement de Nouvelle-Calédonie, cela peut être naturellement à travers la participation de l'Etat français, pour faire en sorte que ce capital reste stable. Et d'une façon plus générale vous savez que nous réfléchissons à la création d'un pôle minier pour assurer une certaine sécurité stratégique aux ressources minières dont notre pays a besoin pour son développement en tant que grande puissance industrielle.

Cette question elle est ouverte, elle n'est pas du tout encore aujourd'hui résolue, mais les principes sont clairs : stabilité, nous ne laisserons pas les choses partir, nous ne laisserons pas n'importe quels intérêts se saisir de la propriété de ces ressources minières, et puis il y a ici, en Nouvelle-Calédonie, une question particulière, qui est l'implication du gouvernement de Nouvelle-Calédonie dans la gestion de ses ressources et nous ferons tout pour que cette implication soit la plus forte possible.

***INTERVENANTE***

Monsieur le Premier ministre, nous voudrions revenir sur votre étape au Japon. Au Japon vous avez parlé de rigueur, vous semblez avoir cassé un tabou dans l'exécutif puisque lundi encore Nicolas SARKOZY avait récusé ce terme lors de son intervention télévisée. Est-ce que vous maintenez ce terme, rigueur, est-ce que vous menez une politique de rigueur ?

***FRANÇOIS FILLON***

Franchement, je vous ai déjà dit ce que je pensais de ce débat, mais je ne voudrais pas être grossier à nouveau.

Tout ça n'a aucune importance. La seule chose qui compte ce sont les engagements que nous avons pris. Nous avons pris l'engagement de passer d'un déficit de 8% du PIB en 2010 à un déficit de 6% en 2011 et un déficit de moins de 3% en 2013. Voilà les objectifs qui sont les nôtres. Et ce sont des objectifs qui sont partagés par le Président de la République, par le Premier ministre, par le gouvernement, par la majorité parlementaire.

Après on peut mettre tous les mots que l'on veut derrière ces politiques, oui, nous menons une politique de rigueur s'agissant de la dépense. Nous devons diminuer les dépenses publiques, parce que nous sommes l'un des pays au monde dont le niveau de dépenses publiques est le plus élevé.

Non, nous ne menons pas une politique économique de rigueur, parce que nous n'avons pas choisi de baisser les salaires des fonctionnaires, comme l'ont fait beaucoup d'autres pays européens, nous n'avons pas choisi d'augmenter la TVA de 2 points, comme le font nos amis britanniques, et c'est la raison pour laquelle je ne qualifie pas de politique de rigueur l'ensemble de notre politique économique et financière.

J'ai d'ailleurs eu l'occasion de dire à plusieurs reprises que ce que nous faisons en ce moment c'est justement pour éviter d'être conduits à cette politique.

Mais oui, nous conduisons une politique de rigueur s'agissant de la dépense. Et je n'ai pas peur d'utiliser ce mot, je ne le regrette pas, je ne le retire pas, et je le répéterai à chaque fois que j'en aurai l'occasion.

***INTERVENANTE***

Monsieur le Premier ministre, je vais revenir à la Nouvelle-Calédonie. Concernant l'ouverture des réflexions sur l'après 2014, qui a été actée lors du comité des signataires à Paris, j'aurais aimé savoir quel sera le poids du Sénat coutumier dans ces réflexions. Est-ce qu'il fera parti du comité de pilotage ?

***FRANÇOIS FILLON***

Ça c'est aux Calédoniens eux-mêmes d'en décider. Nous, nous avons indiqué, avec le Président de la République, que ce que nous souhaitons c'est qu'on n'attende pas 2014 pour se mettre tout d'un coup à réfléchir à l'étape suivante, parce que ça c'est dangereux. Il faut préparer cette étape.

Ça ne veut pas dire qu'il faut rentrer dans une négociation avant le terme de l'accord, donc il n'y aura pas de négociation avant 2014. Mais il doit y avoir un travail de réflexion, de dialogue, un travail aussi d'expertises, pour vérifier que les engagements qui ont été pris ont bien été tenus, que les objectifs qui ont été fixés ont été atteints, ou ne l'ont pas été. Donc on va faire ce travail.

J'ai indiqué qu'on mettrait à disposition des autorités calédoniennes des experts indépendants, pour faire ce travail, mais pour le reste c'est aux autorités de Nouvelle-Calédonie de décider dans quelles conditions ils veulent engager ce débat. Ce n'est pas au gouvernement français de leur dicter leur conduite.

Et puis on se retrouvera, chaque année, à Matignon, dans le cadre de la réunion des signataires, et on regardera ensemble comment accompagner le processus.

Mais c'est ici qu'est le pouvoir. C'est ici que les décisions doivent être prises. J'ai dit tout à l'heure, j'ai dit pendant ce voyage, que le rôle du gouvernement c'était évidemment de tenir les engagements qu'il a pris, s'agissant de ses propres responsabilités, et puis ensuite c'était d'être le garant de la bonne fin de ce processus. Mais être le garant de la bonne fin de ce processus, cela ne veut pas dire vouloir imposer une solution qui serait une solution métropolitaine, ou qui correspondrait à telle ou telle force politique française.

#### ***INTERVENANTE***

Monsieur le Premier ministre, votre ministre Eric WOERTH s'est fait siffler sur le Tour de France, et la procédure judiciaire continue. Est-ce que sa position est toujours tenable pour mener à bien la réforme des retraites, et dans ce contexte le remaniement annoncé pour octobre est-il toujours un bon calendrier ?

#### ***FRANÇOIS FILLON***

J'ai lu dans la presse française que le gouvernement était empêtré dans l'affaire Eric WOERTH. Je pense que c'est plutôt la presse qui est empêtrée dans cette affaire.

Pour le gouvernement les choses sont extrêmement simples. Il y a deux accusations, les deux ont été levées.

La première accusation c'était une accusation de favoritisme, au fond, s'agissant des affaires fiscales de madame BETTENCOURT et l'Inspection Générale des Finances qui montre qu'il n'en n'est rien. Et j'ai indiqué à plusieurs reprises que l'opposition avait tous les moyens de vérifier par elle-même la véracité de ce rapport, puisque grâce à Nicolas SARKOZY c'est désormais un membre du Parti socialiste qui préside la commission des Finances de l'Assemblée nationale. Et donc, sur cette question, tout le débat sur le conflit d'intérêt est un débat nul. Je veux dire, il peut être intéressant pour l'avenir, mais s'agissant d'Eric WOERTH la démonstration a été faite qu'Eric WOERTH n'a commis aucune faute, n'a en rien favorisé les affaires fiscales de madame BETTENCOURT.

Il y a une deuxième accusation qui avait été faite sur le financement de la campagne du Président de la République. On a vu à quel point cette accusation manquait de solidité. Alors il y a maintenant un nouveau débat qui se crée sur le financement des formations politiques, je note avec intérêt que certains voudraient que les financements publics soient réservés aux seules grandes formations politiques. C'est ce qu'on a eu pendant 50 ans avec les syndicats : il n'y avait que cinq syndicats qui avaient le droit de cité dans notre pays. Ce n'est pas tout à fait ma conception de la démocratie et de la liberté. Toute personne qui en France veut exprimer une opinion politique, toute personne qui en France veut créer une structure politique, toute personne qui en France veut engager une réflexion politique, a droit de le faire, et a le droit de se faire financer. L'important c'est que ce soit transparent. C'est transparent. Je dois dire d'ailleurs que, en tant que Premier ministre, tous les ans je donne beaucoup d'argent à des grandes fondations, qui sont animées par des responsables politiques, de gauche comme de droite, pour leur permettre de participer au débat politique. Ce ne

sont pas toutes des formations qui recouvrent les grandes formations politiques d'aujourd'hui. Et je trouve normal que la puissance publique, que l'Etat, contribue à financer la démocratie. Voilà.

Pour le reste, Eric WOERTH conduira la réforme des retraites, le Président de la République l'a dit, je vous le redis aujourd'hui, quant à se faire siffler sur une étape du Tour de France, c'est arrivé à beaucoup d'autres avant lui.

***INTERVENANTE***

Et sur le remaniement.

***FRANÇOIS FILLON***

Sur le remaniement... la caractéristique des remaniements c'est qu'ils se produisent toujours au moment où on s'y attend le moins. C'est vrai pour les journalistes comme pour les membres du gouvernement d'ailleurs, je vous signale.

***INTERVENANTE***

Vous avez souhaité que le lien qui unit la France et la Nouvelle-Calédonie reste fort, quels sont aujourd'hui les intérêts de la France dans cette... de la présence française dans la région du pacifique ?

***FRANÇOIS FILLON***

Je crois que ce que souhaite la France, c'est que le territoire de la Nouvelle-Calédonie puisse trouver, grâce à l'aide de la France mais surtout grâce à ses forces propres, lui-même son avenir.

La France n'a pas d'intérêts financiers, la France n'a pas d'intérêt économique en Nouvelle-Calédonie. La quasi-totalité de la fiscalité que paient les habitants de Nouvelle-Calédonie et les entreprises qui sont situées en Nouvelle-Calédonie, cette fiscalité elle revient au territoire, elle ne revient pas à la France.

Il n'y a pas ici, comme je l'entends souvent, un intérêt stratégique qui correspondrait aux intérêts stratégiques de l'époque de la colonisation. Tout ça c'est terminé. On est dans un monde qui a complètement changé. On est dans un monde qui est un monde complètement ouvert. Et aujourd'hui, ce que la France souhaite en Nouvelle-Calédonie, c'est être à la hauteur de ses principes, de ses valeurs, d'être à la hauteur des valeurs du pays des droits de l'homme.

Nous avons une histoire commune avec la Nouvelle-Calédonie. Beaucoup d'hommes et des femmes qui sont nés sur le sol français sont venus s'établir ici. Il faut que tous ceux qui habitent, qui vivent, qui ont fait leur avenir en Nouvelle-Calédonie, trouvent, avec ceux qui portent la culture kanak, avec ceux qui portent la civilisation kanak, trouvent le moyen de vivre ensemble et de construire un système institutionnel, dont j'ai dit qu'il serait forcément original, dont j'espère qu'il permettra de conserver les liens les plus forts avec la République française. Mais ce sera, encore une fois, le choix des Néocalédoniens et en aucun cas le gouvernement français ne cherchera à influencer ce choix.

Et je veux dire d'ailleurs que de ce point de vue le fait que j'ai pu présider une cérémonie au cours de laquelle on a monté en même temps le drapeau de la République française et le drapeau indépendantiste, est un événement historique, mais c'est un événement historique qui ne fait que des gagnants.

On n'a pas abaissé le drapeau de la République française pour mettre à sa place le drapeau indépendantiste. On a monté ensemble les deux drapeaux, ce qui est le symbole de la coexistence de deux civilisations, de deux cultures, de deux peuples, et puis maintenant c'est à ces hommes et à ces femmes, qui font la Nouvelle-Calédonie, de travailler et de choisir ensemble leur avenir. Nous les aiderons à le faire, mais sans chercher à les influencer. Voilà. Je vous remercie beaucoup.